

**CHAPITRE IV :**  
**FINANCES PUBLIQUES**

## **CHAPITRE IV : FINANCES PUBLIQUES**

En 2005, pour la sixième année consécutive, les finances publiques enregistrent d'excellentes performances comme l'attestent les excédents globaux réalisés depuis l'année 2000. A l'exception de l'année 2002 où l'excédent global était faible (10,5 milliards de dinars), ces excédents passent de 171 milliards de dinars en 2001 à 436 milliards de dinars en 2004 et 1102,9 milliards de dinars en 2005. Une croissance plus rapide des recettes totales comparées aux dépenses totales depuis 2003 et surtout une évolution très favorable des prix des hydrocarbures, notamment en 2005, expliquent ces excellents résultats.

Avec un ratio fiscalité des hydrocarbures / recettes totales de plus de 68 % en moyenne sur la période 2003-2005, les finances publiques demeurent vulnérables à moyen terme aux chocs externes.

Afin de réduire la vulnérabilité des finances publiques à ces chocs, il a été décidé d'instituer (loi de finances complémentaire de 2000) un Fonds de régulation des recettes, de réaménager le régime fiscal visant l'augmentation de l'effort fiscal sur les activités hors hydrocarbures.

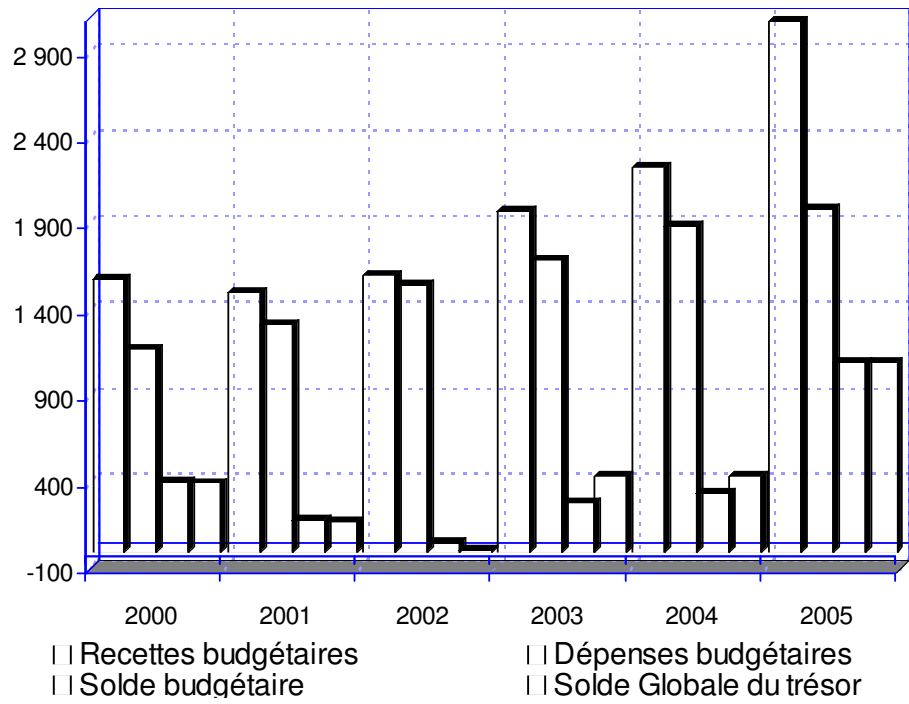
Cette politique s'est traduite à fin 2005 par un encours de 1842,7 milliards de dinars dans le Fonds de régulation des recettes en contexte de remboursement anticipé d'une partie de la dette publique extérieure. La période 2000-2005 se caractérise par un rythme de progression appréciable des recettes hors hydrocarbures qui passent de 364,9 milliards de dinars en 2000 à 652,5 milliards de dinars en 2004 et 723,4 milliards de dinars en 2005, soit un accroissement de 98,2 %. A la faveur de l'évolution des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux, les recettes d'hydrocarbures ont progressé considérablement passant de 1213,2 milliards de dinars en 2000 à 1570,7 milliards de dinars en 2004 et 2352,7 milliards de dinars en 2005, soit un accroissement de 93,4 %.

## FINANCES PUBLIQUES

**GRAPHIQUE 13**

**INDICATEURS DES FINANCES PUBLIQUES**

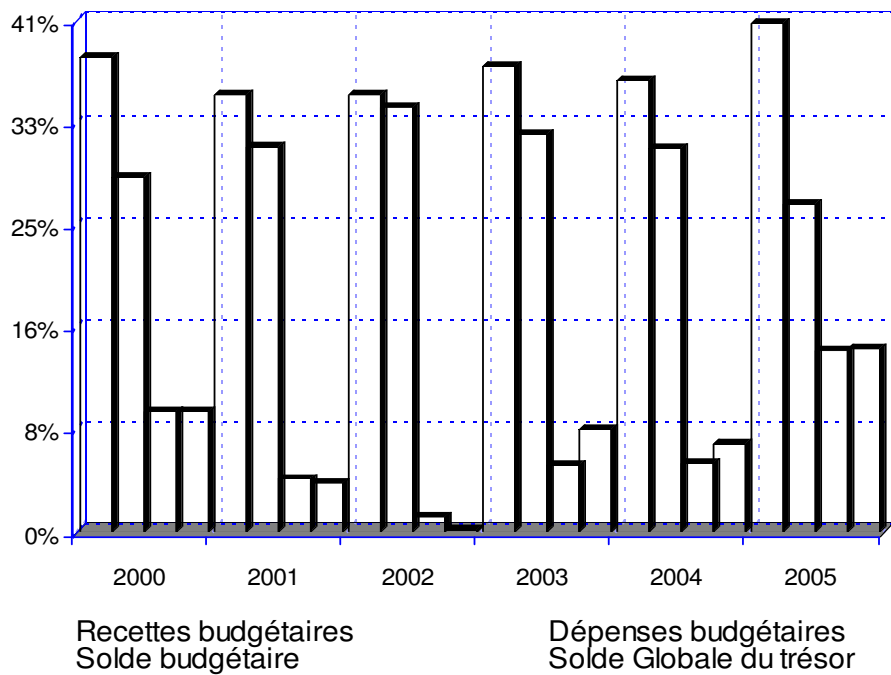
(En Milliards de Dinars)



**GRAPHIQUE 14**

**INDICATEURS DES FINANCES PUBLIQUES**

(EN % DU PIB)



La part des dépenses totales par rapport aux recettes totales est en baisse progressive passant de 96,7 % en 2002 à 85,6 % en 2003, 84,8 % en 2004 et 64,4% en 2005.

L'autre dimension de la politique budgétaire, outre son rôle déterminant dans la stabilisation macroéconomique, a été la politique de stimulation de l'activité économique. La bonne performance financière permise par l'augmentation des produits de la fiscalité pétrolière, corrélative à la bonne tenue des prix des hydrocarbures, a permis la mise en œuvre du Programme de soutien à la relance économique (2001-2004), grâce auquel l'économie nationale a connu une croissance soutenue de 5 % en moyenne sur la période.

L'année 2005 marque le démarrage d'un deuxième programme de consolidation et de soutien à la croissance (2005-2009) qui, pour la première année de sa réalisation, a permis une impulsion à la croissance relativement appréciable qui a atteint 5,1 %. La réalisation des grands projets (infrastructure routière, infrastructure ferroviaire, métro d'Alger, unités de dessalement de l'eau, développement des wilaya du sud,...) impulsera la dynamique de croissance sur le long terme.

#### **IV.1 - RECETTES BUDGETAIRES**

Sur la période 2001-2005, les recettes budgétaires totales ont augmenté de 95,3 %, passant de 1578,1 milliards de dinars en 2000 à 3081,7 milliards de dinars en 2005. Par rapport au PIB, la part des recettes budgétaires a progressé, passant de 35,3 % en 2001 à 36,4 % en 2004 et à 41 % en 2005. L'accroissement de ce ratio de plusieurs points de pourcentage s'explique principalement par l'augmentation, dans des proportions même légèrement plus importantes, de la part de la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures dans le PIB, soit 45,1 % en 2005 contre 38 % en 2004. Avec un taux de prélèvement beaucoup plus élevé sur ce secteur que sur le reste des activités économiques, toute augmentation relative du poids de cette activité dans le PIB se traduit par une augmentation conséquente du ratio recettes budgétaires / PIB.

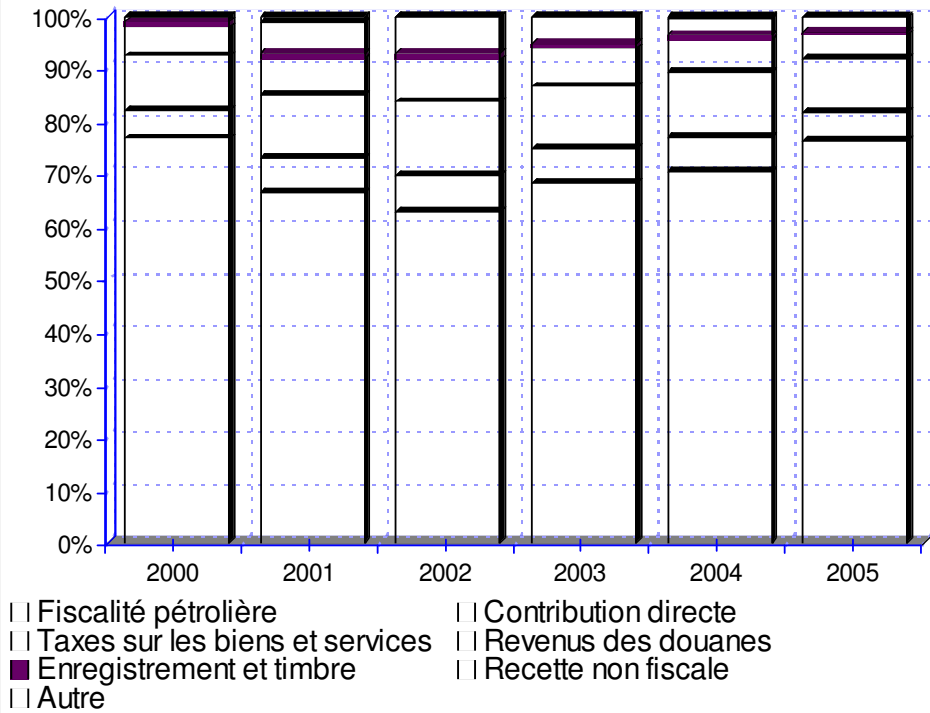
En 2005, les recettes budgétaires totales ont progressé de 38,2 % par rapport à l'année 2004. Cette hausse s'explique principalement par l'accroissement considérable des recettes d'hydrocarbures qui ont atteint 2352,7 milliards de dinars, soit une progression de 49,8 % par rapport à l'exercice 2004. La forte croissance des recettes des hydrocarbures est due à l'évolution des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux et à la croissance réalisée dans le secteur (5,8 % en volume).

Les recettes des hydrocarbures ont atteint 1301,3 milliards de dinars pour le seul deuxième semestre 2005 contre 1051,4 milliards de dinars au premier semestre pour atteindre un total annuel de 2352,7 milliards de dinars. De ce fait, la totalité des recettes budgétisées (au prix de 19 dollars le baril) a été réalisée durant le premier semestre 2005 de sorte que les flux bruts destinés au Fonds de régulation des recettes ont atteint 1368,8 milliards de dinars contre 623,5 milliards de dinars en 2004.

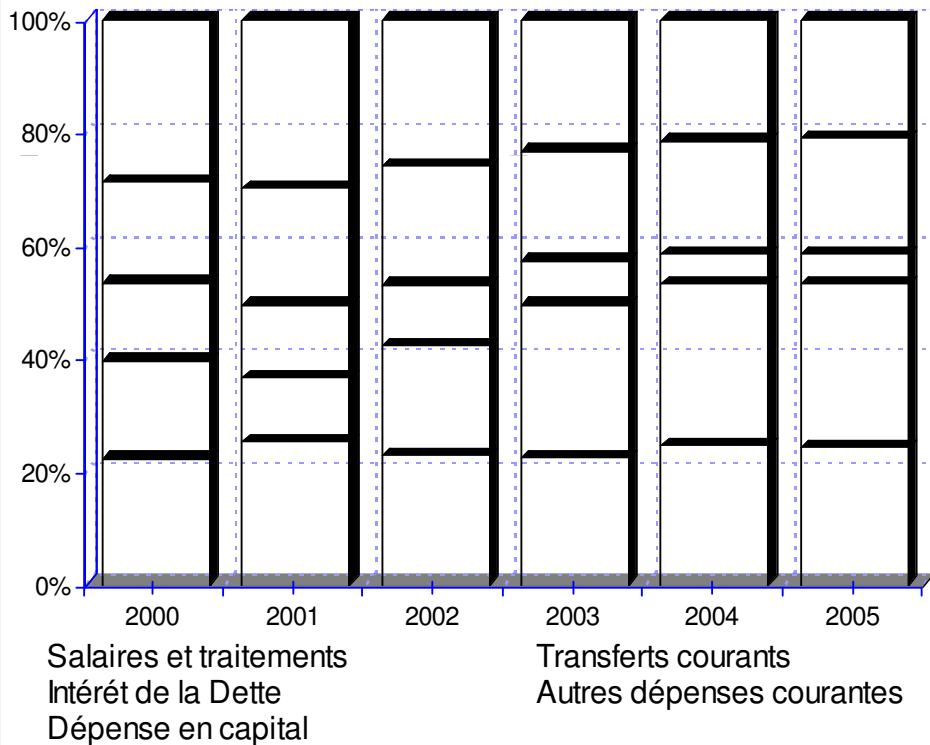
Les recettes hors hydrocarbures ont progressé de 10,9 % en 2005. Les recettes fiscales, qui contribuent pour 88,8 % aux recettes hors hydrocarbures, ont augmenté de 10,6 % passant de 580,4 milliards de dinars en 2004 à 642,2 milliards de dinars en 2005. Les plus fortes augmentations ont été enregistrées par les postes impôts sur les biens et les services (38,1 milliards de dinars), suivi du poste impôts sur les revenus et les bénéfices (18,8 milliards de dinars). En revanche, les droits de douane, après un recul de 5 milliards de dinars en 2004 par rapport à l'année 2003, s'établissent à 143,8 milliards de dinars contre 138,8 milliards de dinars en 2004 en raison de l'effet induit par l'augmentation substantielle des importations qui a largement compensé la baisse des tarifs douaniers (droits additionnels provisoires).

Après deux années consécutives de diminution, les recettes non fiscales, qui ne contribuent que pour 11,2 % aux recettes hors hydrocarbures, enregistrent une augmentation de 9,1 milliards de dinars pour s'établir à 81,2 milliards de dinars suite à la hausse des bénéfices versés par la Banque d'Algérie. Il reste qu'en dépit de leur hausse en 2005, c'est l'augmentation des contributions directes et indirectes qui est à l'origine, principalement, de l'accroissement de la fiscalité hors hydrocarbures.

**GRAPHIQUE 15**  
**STRUCTURE DES RECETTES BUDGETAIRES**



**GRAPHIQUE 16**  
**STRUCTURE DES DEPENSES BUDGETAIRES**



L'importante augmentation de la part de la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures dans le PIB de 2005 s'est traduite par une baisse du ratio recettes hors hydrocarbures / PIB qui passe de 10,6 % en 2004 à 9,6 % en 2005. Cette légère diminution ne doit pas occulter l'effort fiscal des activités hors hydrocarbures qui, sous l'angle du ratio recettes hors hydrocarbures / PIB hors hydrocarbures, s'est stabilisé voire a légèrement augmenté à hauteur de 17,5 % en 2005 contre 17,2 % en 2004.

Au total, l'augmentation des recettes fiscales et non fiscales est à l'origine de l'accroissement de la fiscalité hors hydrocarbures en 2005. Néanmoins, la fiscalité pétrolière reste encore la variable déterminante dans l'élaboration du budget de l'Etat. En 2005, elle constitue 73,6 % des recettes totales contre 66,6 % en 2004.

## **IV.2 - DEPENSES BUDGETAIRES**

Sur la période 2001-2005, les dépenses budgétaires totales ont progressé de 68,6 % pour s'élever à 1985,9 milliards de dinars en 2005 contre 1178,1 milliards de dinars en 2000. Sur la même période, les dépenses courantes ont augmenté de 54 % alors que les dépenses en capital ont progressé de 104,6 %. Ces évolutions, notamment, les évolutions des dépenses en capital indiquent l'ampleur de l'impulsion budgétaire à la stimulation de l'activité économique et au soutien à la croissance qui sont contenues dans le Programme de soutien à la relance économique, le programme de développement agricole, le programme de reconstruction des infrastructures détruites par le séisme de 2003 et à la première année de réalisation du Programme de consolidation et de soutien à la croissance.

Rapportées au PIB, les dépenses totales ont diminué de 4,6 points de pourcentage entre 2001 et 2005 (31 % en 2001 et 26,4 % en 2005). Sur cette même période, les dépenses courantes ont enregistré un recul de 3 points de pourcentage et les dépenses en capital ont perdu 1,5 point de pourcentage. En dépit d'une forte augmentation des transferts courants de l'ordre de 120,9 % sur la période 2001-2005, un réel effort de stabilisation des dépenses courantes rapportées au PIB a été accompli au profit d'une augmentation des dépenses d'équipement. En ce qui

concerne les dépenses d'équipement, leur baisse par rapport au PIB indique qu'il s'agit de l'achèvement des projets inclus dans le premier programme et la maturation des nouveaux grands projets inscrits dans le deuxième programme (2005-2009).

En 2005, les dépenses totales ont enregistré une hausse de 5 % par rapport à 2004 et s'établissent à hauteur de 1985,9 milliards de dinars. L'année 2005 est l'année d'une stabilisation relative de l'évolution des dépenses courantes et la poursuite d'une tendance à l'augmentation des dépenses en capital. En effet, les dépenses courantes (1291,9 milliards de dinars) ont progressé de 3,3% contre une moyenne de 16,2 % sur la période 2001-2004, alors que les dépenses en capital (694 milliards de dinars) ont évolué de 8,3 %, taux très proche de la moyenne enregistrée sur la période 2001-2004, soit 7,2 %. Ces évolutions marquent le début de la mise en œuvre du nouveau Programme de consolidation et de soutien à la croissance 2005-2009.

Le ralentissement des dépenses courantes en 2005 par rapport à 2004 résulte principalement de la faible progression des dépenses de personnel qui n'ont augmenté que de 0,8 % pour s'établir à 394,4 milliards de dinars en 2005 (391,4 milliards de dinars en 2004), de la stabilisation des intérêts sur la dette publique qui s'élèvent à 85,6 milliards de dinars (85,2 milliards de dinars en 2004) et du recul des dépenses relatives aux matériels et fournitures qui passent de 71,7 milliards de dinars en 2004 à 65,7 milliards de dinars en 2005. Les transferts (663,6 milliards de dinars contre 633,6 milliards de dinars en 2004) et les pensions des Moudjahidine (82,6 milliards de dinars contre 69,2 milliards de dinars en 2004) sont en augmentation. Rapportées aux dépenses courantes, ce sont les dépenses du personnel qui ont le plus régressé ; leur part dans les dépenses courantes passant de 31,3 % en 2004 à 30,5 % en 2005 tandis que la part des transferts courants augmentait de 50,6 % à 51,4 %.

Les dépenses d'équipement ont progressé à un rythme soutenu de 8,3 % en 2005. Les dépenses qui ont enregistré une hausse significative concernent les secteurs mines et énergie, agriculture-hydraulique, infrastructures économiques et administratives et affectations en capital. En revanche, les dépenses relati-

ves aux industries manufacturières, services productifs, infrastructures socioculturelles, habitat et plans communaux ont connu un fléchissement par rapport à l'année 2004.

### **IV.3. CAPACITE DE FINANCEMENT**

Le solde global du Trésor enregistre en 2005 un excédent de 1102,9 milliards de dinars confirmant ainsi, après la bonne performance de l'année 2004 (436 milliards de dinars), le renforcement de la capacité de financement du Trésor. Par rapport au PIB, le solde global du Trésor de l'année 2005 est le plus élevé depuis 2000. Il représente 14,7 % du PIB contre 7,1 % en 2004.

En conséquence, le stock d'épargne financière logé dans le Fonds de régulation de recettes a atteint 1872,7 milliards de dinars à fin 2005. Avec ce niveau d'encours, proche de celui des dépenses publiques totales de 2005, le Fonds de régulation des recettes aura atteint, entre autres, l'objectif pour lequel il a été institué et qui est de permettre aux pouvoirs publics d'amortir les chocs externes éventuel et de mener, au besoin, une politique budgétaire contra cyclique.

En tant qu'indicateur synthétique de la situation des finances publiques, la trésorerie publique s'est encore améliorée de manière significative et continue, tout au long de l'année 2005. L'encours des dépôts du Trésor à la Banque d'Algérie, qui était de 1029 milliards de dinars à fin décembre 2004, s'est élevé à 1458 milliards de dinars à fin juin 2004 pour finir à 2082 milliards de dinars à fin décembre 2005.

Cette capacité de financement a permis au Trésor un désendettement à l'égard des banques pour un montant de 55,4 milliards de dinars et de procéder au remboursement par anticipation d'une partie de la dette publique extérieure.

## SITUATION DES OPÉRATIONS DU TRÉSOR

	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005
	(En milliards de dinars)				
<b>Total des recettes budgétaires et dons</b>	<b>1 505,5</b>	<b>1 603,2</b>	<b>1 974,4</b>	<b>2 229,7</b>	<b>3 081,7</b>
Recettes des hydrocarbures*	1 001,4	1 007,9	1 350,0	1570,7	2 352,7
dont : Fonds de Régulation des Recettes brut	123,9	26,5	448,9	623,5	1 368,8
Fonds de Régulation des Recettes net	16,9	26,5	292,9	153,2	1 121,0
Recettes hors-hydrocarbures	488,5	595,1	624,3	652,5	723,4
Recettes fiscales	398,2	482,9	524,9	580,4	642,2
Impôts sur les revenus et les bénéfiques	98,5	112,2	127,9	148,0	166,8
Impôts sur les biens et services	179,2	223,4	233,9	274,0	312,1
Droits de douane	103,7	128,4	143,8	138,8	143,8
Enregistrement et timbres	16,8	18,9	19,3	19,6	19,5
Recettes non-fiscales	90,3	112,2	99,4	72,1	81,2
Dividendes de la Banque d'Algérie	46,6	37,6	42,1	30,0	48,7
Droits	43,7	74,6	57,3	42,1	32,5
Dons	15,6	0,2	0,1	6,5	5,6
<b>Total dépenses budgétaires</b>	<b>1 321,0</b>	<b>1 550,6</b>	<b>1 690,2</b>	<b>1 891,8</b>	<b>1 985,9</b>
Dépenses courantes	798,6	975,6	1 122,8	1 251,1	1 291,9
Dépenses de personnel	288,8	301,1	329,9	391,4	394,4
Pensions des Moudjahidine	56,1	74,0	63,2	69,2	82,6
Matériels et fournitures	59,1	69,8	58,8	71,7	65,7
Transferts courants	247,1	387,7	556,9	633,6	663,6
dont: Services de l'Administration	120,1	133,6	161,4	176,5	187,1
Intérêts sur la dette publique	147,5	143,0	114,0	85,2	85,6
Dépenses en capital	522,4	575,0	567,4	640,7	694,0
<b>Solde budgétaire</b>	<b>184,5</b>	<b>52,6</b>	<b>284,2</b>	<b>337,9</b>	<b>1 095,8</b>
Solde des comptes spéciaux	-20,0	-11,2	186,9	109,9	12,0
Prêts nets du Trésor	-6,5	30,9	32,6	11,8	4,9
<b>Solde budgétaire, hors Fonds d'assainissement</b>	<b>171,0</b>	<b>10,5</b>	<b>438,5</b>	<b>436,0</b>	<b>1 102,9</b>
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire 1/	318,5	153,5	552,5	521,2	1 188,5
<b>Solde global</b>	<b>171,0</b>	<b>10,5</b>	<b>438,5</b>	<b>436,0</b>	<b>1 102,9</b>
<b>Financement</b>	<b>-171,0</b>	<b>-10,5</b>	<b>-438,5</b>	<b>-436,0</b>	<b>-1 102,9</b>
Bancaire	-145,8	31,6	-209,2	-412,4	-1 062,2
Non bancaire	85,3	32,8	-138,4	29,6	75,0
Extérieur	-110,5	-74,9	-90,9	-53,2	-115,7

Source : Direction Générale du Trésor

1/ Solde budgétaire hors Fonds d'assainissement + intérêts sur la dette publique

\* Y compris la dividende de la compagnie pétrolière